

# Tous vendons la mèche !

Cinquante-troisième Année. — N° 139  
**VENDREDI 23 JUILLET 1948**  
REDICTION-ADMINISTRATION  
Robert JOULIN, 145 Quai de Valmy,  
Paris-10<sup>e</sup> C.C.P. 5561-76  
FRANCE-COLONIES  
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.  
AUTRES PAYS  
1 AN : 650 FR. — 6 MOIS : 325 FR.  
Pour changement d'adresse, joindre 15 francs  
et la dernière bande  
Le numéro : 10 francs

« L'Anarchiste  
est la plus haute  
expression de l'ordre »  
(Eliée Reclus.)

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE  
Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

## ESPAGNE 19 JUILLET

C'EST notre « quatorze juillet » à nous, anarchistes.  
Ce jour-là, le peuple espagnol, pris à la gorge par une armée de traitres — et livré par ses gouvernants « républicains » leur a montré à tous de quoi il était capable.  
Et pourtant, ils étaient nombreux au guet-apens ! Le Directoire militaire des généraux frano-maçons, devenus « fascistes », avait lancé l'Armée entière à la conquête du pouvoir. La Garde civile et les Phalangistes emboîtaient le pas. L'immense réseau du Cléricalisme espagnol — la première puissance économique, politique et « spirituelle » du pays — faisait cause commune avec les soudards, les senoritos et les grands trafiquants véreux, à la Juan March. Derrière tout cela s'avancait le capitalisme international, le Vatican, les réactionnaires français et anglais, Hitler, Mussolini, Salazar et toute leur clique. Du côté socialiste et communiste, M. Litvinov se préparait à proclamer la non-intervention — bientôt suivi par M. Blum. Les Ponce-Pilate du marxisme se lavaient les mains, par avance, de ce qui pouvait se passer ! Ce n'est que lorsqu'ils virent la Révolution sociale en plein essor en Espagne, qu'ils « intervinrent » — pour lui casser les reins !  
Car la riposte du peuple espagnol était quelque chose de plus qu'une simple prise de la Bastille, enlevée à quelques mercenaires suisses et à quelques invalides. Le 19 juillet 1936, à l'appel des anarchistes et à leur exemple, les travailleurs prirent solidement leurs affaires en main.  
Ce fut une bataille de trois jours pour la délivrance de Barcelone et de Madrid ; ce fut une guerre de trois ans contre un monde entier d'ennemis et de faux amis ; et ce fut aussi, dans les régions libérées par le peuple en armes, la grande expérience gestionnaire.  
Le haut patronat avait fui avec la haute bureaucratie, avec les propriétaires fonciers. Les comités d'usines et les syndicats, les collectifs paysans, les organisations de milice volontaire assurèrent, du jour au lendemain, la remise en mouvement de l'économie, le fonctionnement complet de l'ordre social.  
En 1936, fut ensémencée une moisson record.  
En 1937, le nombre des enfants admis dans les écoles avait décuplé.  
Dans Barcelone, rouge et noire, au début d'août, les barricades à peine défaits, tout brillait, tout vivait dans l'activité, l'allégresse, la liberté générales. Ceux qui ont vu cela en gardent un souvenir ineffaçable.  
Ineffaçable aussi est l'empreinte de cette grande expérience de vie dans le cœur des ouvriers et des paysans espagnols.

(SUITE EN 2<sup>e</sup> PAGE)

## La Guerre larvée

APRÈS une accalmie apparente et des espérances de règlement, le conflit de Berlin s'est envenimé.  
Les Russes, en politiques consommés, procèdent par étapes successives, reculent, avancent, avancent encore, et donnent l'impression d'être assurés d'une éternité supérieure à leurs ennemis ; de vouloir aller jusqu'au bout, et même jusqu'à la guerre, si satisfaction ne leur est pas donnée.  
La « Tagelichei Rundschau », organe soviétique, annonce froidement qu'en cas de conflit, l'armée russe déferait en quelques jours jusqu'à l'Atlantique. Le couloir aérien se bouche de plus en plus ; la position des Occidentaux, qui s'enveniment visiblement, devient chaque jour plus difficile.  
La réponse des Soviétiques à leur note n'ayant pas été jugée acceptable et ne pouvant constituer en aucun cas une base de discussion, le ton s'élève et, aux manœuvres guerrières des Russes, on répond par l'envoi de 60 fortresses volantes. De son côté, le général américain Donovan déclare : « Il n'y a plus de décision même si elle signifie la guerre. »  
A Washington, on estime la situation sérieuse et l'on pense que l'U.R.S.S. est prête à courir les risques d'un conflit. Pourtant, les sanctions économiques envisagées — fermeture de Panama, Suez — les mesures de violence, forage du bloc au moyen de trains blindés, ne semblent pas devoir être retenues.  
Si la guerre doit éclater, l'Amérique veut se garder d'en fournir les motifs à l'U.R.S.S.  
La diplomatie va de nouveau entrer en jeu : on parle dans toute la presse d'une note qu'envierait à Staline, Truman et Georges V.  
Derrière ces jeux criminels que se cache-t-il ?  
Et d'abord la Russie ira-t-elle jusqu'à la guerre ?  
Nous ne le croyons pas.  
Si telle était son intention, elle aurait exploité à fond les récents événements d'Italie ; elle soutiendrait Markos de toutes ses forces, pour des raisons stratégiques évidentes. Or, ce dernier aurait signé avec Tito un traité secret qui garantirait à la Yougoslavie la possession des provinces macédoniennes de Florina, Castoria et Edessa qui présentent appartenant à la Grèce.  
D'autre part, la Russie est encore loin d'avoir relevé ses mines. Son potentiel industriel qui, dans une guerre moderne, est déterminant, est très au-dessous du potentiel américain, et l'invasion de toute l'Europe, ne préserverait pas pour autant de la bombe atomique ses concentrations industrielles extrêmement vulnérables. Elles sont en effet concentrées dans une région limitée par Leningrad et l'Ukraine à l'Ouest, et les nouvelles régions industrielles de la Sibirie centrale, à l'Est.  
Mais sur le plan politique les Russes sont forts.  
Ils cherchent et réussissent apparemment à désagréger les armées américaines. La France, l'Angleterre, le Benelux, suivent avec une mauvaise grâce évidente la politique de force des U. S. A. qui les a menés dans l'impasse. Les Allemands de Francfort font de même.  
De plus en plus se manifeste leur désir, leur volonté de former une Fédération européenne, de rouvrir les négociations avec les Russes et, en fin de compte, de jouer les arbitres entre les Deux Grands.  
Le gouvernement d'une telle politique pour les Russes, serait d'isoler l'Amérique sur le plan diplomatique.  
Dès lors, il faudra bien « parler » et revoir le problème allemand dans son ensemble.  
Sur ce point, aux yeux de l'opinion, les Russes ont encore une fois marqué un point, car la session définitive de l'Assemblée aurait pour conséquence son occupation militaire permanente.  
Ils ne tiennent donc pas à faire de Berlin, comme on l'a cru, la capitale de l'Ouest allemand, de former un bloc de quelque 300 millions d'habitants. Du moins officiellement.  
Les Russes veulent régler une fois pour toutes le problème dans son ensemble.

Faire une Allemagne unifiée, signer la paix, et voir enfin déguerpir les Américains.  
Ensuite, par le jeu bien connu des « volontés populaires », l'Allemagne aura rapidement un gouvernement communiste et la Ruhr sera l'arsenal des Soviétiques.  
Voilà ce que ne voudront jamais accepter les Américains.  
Quoi qu'il en soit, nous ne pensons pas que la guerre soit pour l'instant.  
Le problème allemand peut trainer encore longtemps dans les cartons diplomatiques.  
Mais l'affaire de Berlin est lourde d'enseignements. Pour un monde de ruines sur lesquelles flottent les torches patriotiques on n'hésiterait pas, le cas échéant, à déclencher la plus effroyable des configurations.  
Eric ALBERT.

## LA DÉMISSION DE SCHUMAN Crime ou Suicide ?

L E mardi vingt juillet au matin, on apprendait que le gouvernement Schuman avait vécu. Il était mort à la suite d'un débat mouvementé à l'Assemblée sur les crédits militaires.  
Si le brave électeur, de surcroît brave contribuable, a jamais eu des raisons

de penser que les rentiers parlementaires se payaient sa tête, c'est bien aujourd'hui. Imaginez un budget militaire de 309 milliards. Supposez que les socialistes veulent encore une réduction de 12 milliards dessus avant de l'accepter, et que le gouvernement n'en veuille concéder que 9 milliards.

C'est donc sur la différence, soit 3 milliards, soit LE CENTIÈME de la somme totale, que le gouvernement glissera sur un pas de danse avant de disparaître dans la coulisse.

Pour une fabrique de milliards gaspillés à partir des poches des citoyens comme l'est le parlement français, que représentent trois milliards ? A vrai dire, pas grand-chose, sinon rien. Les socialistes disent : « Nous voulons douze, et neuf à aucun prix ». Schuman répond, avec le M.R.P. : « Nous accordons neuf, et absolument pas douze ». De la sorte, les deux camps s'arrangent mutuellement pour paraître d'un intransigeant farouche et rompre... sur des courants d'air.

C'est dire que les crédits de guerre ne sont que façade, prétexte, paravent. Peu importe à ces massieurs d'accroître les impôts pour préparer la prochaine dernière ? Evidemment, M. Schuman conservera aux yeux des électeurs éternels le mérite d'avoir combattu jusqu'à la dernière goutte de sang pour sauvegarder la défense militaire de la Patrie. Quant aux socialistes, ils se donneront devant les militants de base (?) l'air d'avoir appliqué vigoureusement les consignes de leur dernier congrès, et devant les électeurs, l'air de lutter pour une paix compatible avec les intérêts patriotiques bien compris : Ni trop de crédits de guerre (nous sommes socialistes !), ni trop peu (nous sommes Français !).

Tout cela, c'est du bluff !  
Bluffeurs également les communistes, qui voient dans le rejet des crédits l'expression de la pression populaire, s'exprimant par le canal du grand Parti (SUITE EN 2<sup>e</sup> PAGE)

Lire en page 3 :

**EN ESPAGNE**  
**Les réalisations**  
**Libertaires**



Actualité cinématographique Vagabond 48  
« DES ASSASSINS SONT PARMI NOUS »

de penser que les rentiers parlementaires se payaient sa tête, c'est bien aujourd'hui. Imaginez un budget militaire de 309 milliards. Supposez que les socialistes veulent encore une réduction de 12 milliards dessus avant de l'accepter, et que le gouvernement n'en veuille concéder que 9 milliards.

## UN "LACHE" ATTENTAT

N OUS avons traduit dernièrement, dans le « Libertaire », un article paru dans notre organon frère *Umanita Nova*, et désignant comme ennemi N° 1 de la liberté en Italie M. de Gasperi ; et, comme ennemi N° 2, Palmiro Togliatti.  
Nous ne croyons pas que nos camarades de la F.A. italienne aient rien changé à cette prise de position. Elle vaut également pour nous, en ce qui concerne le chef du gouvernement français actuel et le chef de l'opposition politique — droite ou gauche. Nous inscrivons bon premier, sur notre liste, le successeur de Schuman ; et, ensuite, tous les éventuels challengers du pouvoir. Cette manière de voir est constante chez les anarchistes : contre l'opresseur direct, l'action directe. Sans perdre de vue celui qui veut être l'opresseur futur.

Mais qu'on nous entende bien. Par action directe, nous entendons avant tout celle que les masses sont appelées à exercer contre le régime dont les chefs politiques ne sont que le symbole. Nous ne tirons jamais les premiers. Nous préférons, aussi longtemps qu'on nous en laisse le choix, discuter avec nos adversaires plutôt que de les combattre les armes à la main.

Mais entre l'extermination policière, ou judiciaire, de l'ennemi vaincu — telle que la pratiquent en tous lieux les gouvernements de droite ou de gauche — et l'acte individuel terroriste accompli à la façon de Caserio (ou du nommé Pallante), nous faisons, quand même, certaines différences.

La différence du courage, moral et physique.  
Les régimes du monde sont d'accord pour admettre la légitimité de la vindicte judiciaire exercée tranquillement, froidement, respectablement, contre les « criminels d'Etat », les « criminels de guerre », les « traîtres » (on est toujours celui de quelqu'un), des lors qu'il entre dans les intérêts matériels et moraux d'un gouvernement de supprimer ses adversaires. « A charge de revanche ! ». Telle est, paraît-il, la règle du jeu. Et ceux qui, professionnellement, sont appelés à demander et obtenir des têtes, à prononcer des condamnations ou à procéder à des exécutions sont hors de cause. Leur « devoir » reconnu est de servir le gouvernement, quel qu'il soit ; de même que notre affaire, à nous, est de le combattre.

(Suite page 2)

Un évêque gagne. 956.100  
Un général . . . . . 1.338.000  
Un homme d'équipe . . . . . 114.000  
Un instituteur . . . . . 239.000

## LA CONSPIRATION DU SILENCE

La publication des indices sans le montant des traitements auxquels ils correspondent est un moyen de dissimuler aux yeux des travailleurs les scandaleux traitements des gros parasites et prébendiers du régime : clergé d'Alsace-Lorraine, armée, juges, géologues, ministres et autres profiteurs, et les salaires dérisoires des fonctionnaires utiles : facteurs, cantonniers, ingénieurs, etc...  
Politiciens et syndicats C.G.T., C.G.T.-F.O. et C.F.T.C. se taisent, afin de sauvegarder leurs sinécures et défendre leur maître : l'Etat, et de ne pas donner aux ouvriers du secteur privé une base solide à leurs légitimes revendications.

Nous publions une brochure qui dévoile la vérité. En face de chaque indice se trouve le traitement correspondant.

Chacun pourra ainsi se rendre compte de quelle façon sont répartis les 32 milliards alloués aux fonctionnaires, et de la scandaleuse hiérarchie qui place un évêque presque au faîte avec un traitement de 956.000 francs, et l'homme d'équipe tout à fait en bas avec 114.000 francs !

Paris : Dans tous les kiosques, demandez notre brochure :  
« CE QUE VONT GAGNER LES FONCTIONNAIRES »  
Province : Ecrire au « Libertaire », 145, quai de Valmy. Envoi franco : 20 francs.

## Les Fonctionnaires sont trahis

L A grève des fonctionnaires tire à sa fin. Dans l'histoire du mouvement syndical elle restera le type d'un mouvement spontané, scientifiquement conduit à l'impasse par une bureaucratie syndicale dont les intérêts sont liés avec ceux du patron, en l'occurrence l'Etat.

Le germe de la défaite ?... Nous le trouvons dans le compromis proposé par le Gouvernement et accepté par les « bonzes ». Pas d'augmentation de salaires, qui risquerait de déclencher dans l'industrie privée une vague de revendications susceptibles de mettre en échec la politique financière du plus réactionnaire des Mayer, mais un aménagement de crédits consentis au titre du reclassement de la Fonction publique.

Manœuvres savantes, manœuvres sub-

tiles, lesquelles dans l'esprit actuel du syndicalisme ne pouvaient manquer de réussir.

30 milliards, 35 milliards, sommes énormes propres à frapper l'imagination simple du fonctionnaire ne supportant devant ces zéros multiples que la part qui logiquement doit lui revenir.

Sommes écrasantes, arguments massue d'une bureaucratie syndicale qui, elle, sait compter, sait prévoir, et se voit gratifiée d'un magnifique outil de division, de compartimentation, de manœuvres.

Les fonctionnaires s'enervent, le reclassement tarde. Qu'à cela ne tienne ! Dans la somme des milliards alloués, une part plus importante sera faite aux plus impatients.

Les autres protestent, crient au favoritisme ; on leur oppose le chiffre global des crédits, accepté d'un commun accord et qu'on ne doit pas dépasser.

On s'apitoie sur le sort des plus défavorisés, on stigmatise l'égoïsme des plus favorisés. On combat la grève des uns par la grève des autres, on divise pour régner et l'on règne sur la courdisse des fonctionnaires.

L'affaire est dans le sac... On continuera à dépenser plus d'un milliard par jour pour la guerre et on continuera à mener dans la presse bien pensante la campagne de moralité qui s'impose, contre l'esprit de lucre de la demoielle du téléphone qui prétend à sa paire de bas nylon annuelle.

La farce est jouée ; les acteurs se sont montrés dignes de leur réputation !

A la C.G.T.-F.O. le freinage de la grève voulue par la base a été une réussite qui autorise à l'équipe Rose Etienne-Neumeyer, tous les espoirs. La C.G.T., elle, a suffisamment montré sa préoccupation politique pour effrayer tous les indécis. Les « Chrétiens » eux, ont été égaux à eux-mêmes, c'est-à-dire plus jésuites qu'habituellement.

Quant aux travailleurs de la Fonction publique, ils ont mis un point d'honneur à justifier leur enviable réputation de « homme poire ». Tout de même au lendemain de la grande bataille, ils se retrouvent un peu éberlués. Vous n'avez pas compris ! Vous êtes durs de la feuille... Vous cherchez le secret d'une action qui ne se soldera pas par un gain « Bikini »... C'est simple... Boutez-vous les oreilles à l'annonce de milliards dont les zéros vous affolent et réclamez, arrachez une augmentation de traitement basée sur l'unité de la Fonction publique : le fonctionnaire. On vous présente des milliards ? Réclamez pour commencer 20.000 fr. par mois pour tous les agents de la Fonction publique et regardez la « gueule » que feront vos dirigeants.

Cela vous consolera de bien des misères.

JOYEUX.

## Le pain et les empoisonneurs publics

A VEZ-VOUS remarqué qu'à l'époque de la « soudure », chaque année, le pain devient de plus en plus immanquable ? Je ne sais si cela est particulier à notre région, mais ici le pain est infect. La base qualité du pain est d'autant plus prononcée que la récolte a été plus déficitaire, ce qui oblige pour faire la soudure à raclez les fonds de silos, réchauffés, fermentés, impropres à la mouture, et qui, en période d'abondance, sont livrés à la consommation animale.

Le blé stocké dans des silos aménagés spécialement pour cet usage doit, pour se conserver, et sous peine de subir des fermentations, être remué de façon constante ; pour cela, un système de chaînes à godets et de vis d'Archimède prend le blé au fond d'un silo et le rejette au sommet d'un silo voisin ; d'autre part, son degré d'humidité doit être surveillé et modifié suivant les circonstances pour éviter l'apparition des moisissures.

Il est compréhensible que ces manipulations et surveillance nécessitent des frais ; c'est pourquoi le gouvernement a institué des primes de stockage. Le stockeur cherche à réduire ces frais au maximum pour encaisser le montant net sous l'uniforme.

(SUITE PAGE 4)

## Carnaval de la Semaine

### Les gangsters

L e gang du sucre est sous les verroux. Celui de l'essence court toujours. Mais on fait que acheter et rependre l'essence ? Qui ? L'Etat. L'Etat tout seul.

Alors on ne comprend plus. Ou trop bien. Pendant que nous y sommes, nous ne pouvons pas de signaler que la police vient de découvrir une formidable organisation de faux-monnayeurs qui aurait son siège au côté de la Banque de France... L'enquête continue.

### Question indiscrète

M. Ronsac, de Franco-Tireur, était, paraît-il, très, mais très ennuyé la semaine dernière.  
On lui aurait demandé de bien vouloir annoncer le meeting de Kuratada...  
Et M. Ronsac aurait répondu que... n'est-ce pas... enfin, vu les exigences de la clientèle plus ou moins « cocoyante », enfin, vous comprenez ?  
Autrement dit, M. Ronsac aurait deux consciences : la conscience du journaliste impartial et la conscience du marchand de papier, forcément partiale.

Et il est bien difficile de faire plaisir à tout le monde... et à son tiroir-caisse !

### Un lâche

Harry Hopkins qui fut conseiller intime de Roosevelt, révéla aujourd'hui que Staline, « avec des mots très durs reprocha à Churchill sa lâcheté due à la crainte de mettre en péril des vies britanniques ».

D'où il ressort que le courage chez les hommes d'Etat, les généralissimes et autres « guides éclairés des peuples » consiste à envoyer les autres au casse-pipe.  
Et voilà pourquoi tous les généraux sont des « héros ».  
Tout s'explique.

### Que faire ?

Les débats sur les crédits militaires traînent en longueur, il ne sera pas possible de convoquer pendant le deuxième semestre la totalité des réserves pour leur période d'instruction. Voilà ce que nous apprend Teltgen. Tous les patriotes sont plongés dans une profonde tristesse.

Mais il y a mieux, ou pire, comme on voudra.  
« Un certain nombre de crédits — c'est toujours Teltgen qui parle — affectés à l'habillement aux travaux neufs (sic) à certains contrats (restes) ne pourront être utilisés ! »  
Voilà qui est grave ! Que va-t-on faire avec ce « rabiot » ?  
La question reste posée. La France anxieuse attend des précisions !

### DES FILOUS EN UNIFORME

Le ministère des Affaires Etrangères de Nankin a protesté auprès de l'ambassade de France ; 200 soldats français auraient envahi le territoire chinois pillant une fabrique de savon !... blessant plusieurs personnes.

Les soldats français ne trouvent-ils plus rien à voler en Indochine, pour se permettre des razzias dans d'autres territoires ?

Que pensez-vous de ces spécimens de la culture française et qu'attendent pour tenir la comptabilité des nombreux Oradours indochinois, illustrations de ce que valent des hommes





## LES RÉFLEXES DU PASSANT

## Le sourire

notre société, est celui qui fleurit sur le visage des commerçants, ces supports indispensables, ces pierres angulaires de toute civilisation.

Voulez-vous connaître la conjoncture économique ? Ne vous fatiguez pas à l'étude des statistiques — articles obscurs et autres commentaires füzziens.

Observez le sourire. Lorsque les marchandises sont rares et les clients nombreux, il disparaît comme par enchantement et se réfugie dans les arrière-boutiques.

Les affaires vont bien. Lorsque, au contraire, les stocks s'accumulent, et les clients, de plus en plus rares, fondent comme neige au soleil, alors il sort des pénombres lucratives et s'installe à la caisse. Il est épanoui, obséquieux et devance les dé-sirs.

Les affaires vont mal. Le sourire est donc un baromètre économique dont le beau fixe est déterminé directement par les possibilités de vente, qu'il s'agisse de marchandises, de consciences, de vertus, d'honneur ou de gaz asphyxiants.

Seul l'enfant sourit. Pleinement, joyeusement. Parce qu'il n'a encore rien à vendre, rien à juger, rien à tuer.

Parce qu'il n'est pas encore admis parmi les gens raisonnables qui vendent. Qui vendent n'importe quoi, jusque et y compris leur fille, à quelque notaire rassé et décoré.

En tout bien et tout honneur.

## Le Carnaval de la Semaine

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

## Une guerre qui rapporte

Tout le monde sait que les troupes communistes chinoises sont aidées par le gouvernement soviétique, mais l'on évite de nous dire que les U.S.A. fournissent des armes aux ennemis de Tchoung-Kaï-Shek. C'est l'Evening News, journal de Montréal qui affirme que cinq chars d'assaut provenant des « surplus américains » ont été livrés dernièrement par un navire soviétique aux communistes chinois.

Etonnons-nous, après cela, que la guerre de Chine soit interminable, alors que les industries de guerre ont découvert en elle une source considérable de profit. Les forces, de part et d'autre, doivent être équilibrées afin que l'assassinat collectif se prolonge.

## Socialisme « rénové »

Sa gracieuse Majesté George VI ne porte plus le titre d'Empereur des Indes mais reste tout de même, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques d'outre-mer, défenseur de la foi. Et les « socialistes » Attlee, Bevin and Cie sont ses ministres.

De l'autre côté de la Manche, comme partout, les trois fleches de la III<sup>e</sup> In-

ternationale sont devenues trois gouvernements.

## Petites nouvelles socialistes

Le camarade Gromyko, dont le nom signifie en russe « petit tonnerre », représentait le paradis soviétique à l'O.N.U.

Ce pauvre camarade vient d'être rappelé à Moscou, il s'est embarqué avec seulement vingt-deux malles pour tout bagage.

## Civilisation

Le journal allemand « Sozialdemokrat » écrit qu'à Strassgraben, près de Dresde, deux régiments de fusiliers russes s'étaient livrés à de tels excès que la population a dû se défendre. La rixe a coûté huit morts.

## Les hyper-patriotes

La radio de Moscou annonce la parution d'un bi-hebdomadaire, « Le patriote de la patrie ». Et ce pauvre Marx qui écrivait dans le manifeste : « que les ouvriers n'ont pas de patrie », il est décidément bien périmé, le manifeste.

## ESPAGNE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Hélas ! La lutte de titans qu'ils ont menée pour défendre leurs conquêtes révolutionnaires leur a coûté un million de morts. L'exode, les camps de concentration — français et allemands — les aléas de la clandestinité, de la misère, de l'exil, du retour au pays pour y reprendre l'outil ou la charrue — les emprisonnements massifs, les déportations, les fusillades — ont doublé le chiffre des victimes.

Mais ceux qui restent n'ont pas oublié.

Il y a en Espagne et hors d'Espagne un maquis anarchiste, une résistance syndicaliste-révolutionnaire, une F.A.I. et une C.N.T.

Des camarades tombent chaque jour, mais avec cet espoir au cœur : « Tout sera recommencé ». Dernièrement encore.

Mais aujourd'hui, nous qui n'avons pas su défendre notre Espagne libérée comme insurrectionnelle — nous nous en mordons les poings : Franco, cette année encore, aura fêté l'anniversaire de son coup d'Etat.

Trois cent mille détenus politiques attendent leur délivrance.

Les paysans espagnols rêvent de faim et de chômage sur des terres incultes qui étaient, il y a dix ou douze ans, les champs d'expérience de communautés libres.

Et cette sombre fripouille, Juan March, est en Europe, après le Pape, l'homme le plus riche dans le pays le plus appauvri.

Mais patience, il y aura encore un 19 juillet !

Et nous tâcherons, avertis par l'expérience, de ne plus rien laisser échapper de nos chances révolutionnaires.

## DE L'AJISME A L'ANARCHIE

## La Jeunesse et l'Ajisme

Vouloir présenter en un seul entretien l'ensemble du mouvement ajiste nous a semblé pratiquement impossible. En effet, par sa composition même, par ses horizons multiples et par le rôle qu'il assume dans la société au milieu de laquelle il vit, et envers laquelle il entend se déclarer solidaire, comme le coquillage est étroitement dépendant de son rocher, le mouvement ajiste a présenté et continue à présenter des caractères complexes, difficiles à condenser dans des raccourcis aussi saisissants soient-ils.

C'est donc intentionnellement que nous avons compartimenté cette étude historique de l'ajisme en deux parties bien distinctes l'une de l'autre.

La première, concernant les auberges proprement dites a fait l'objet de deux articles parus récemment dans le Libertaire ; nous croyons ne pas devoir y revenir.

La deuxième concerne l'évolution idéologique de l'ajisme, c'est-à-dire les aspirations spéciales, et confuses à l'origine, qui se sont dégagées de la fréquentation des auberges.

## NAISSANCE DE L'AJISME

Auberges de jeunesse et Ajisme ne sont pas nés le même jour ; en effet, si la toute première A.J. fut fondée par Richard Shirman en 1907, l'ajisme est très neuf et, en France, date de 1937. Les usagers du C.L.A.J. comprennent la valeur éducative de cette vie nouvelle et la nécessité de se regrouper pour une action directe.

En 1939 le Congrès de Lille marque l'importance prise par les usagers dans le mouvement : les activités, les méthodes d'éducation se précisent.

## LES PREMIERS AJISTES

En 1933 quelques auberges ouvertes, en France, accueillent une poignée de jeunes qui, comme en Allemagne, lors de la création du réseau Shirman manifestent leur esprit idéaliste en réaction sentimentale contre la vie absurde quotidienne.

1933... année où quelques rares individus scandalisent la population. Epouée des culottes courtes et des tors nus avec la maréchassée aux abois et les gardes-champêtres sur le qui-vive. Epoque aussi des médailles autour des chapeaux Louis XI et des chaussettes aux couleurs voyantes provoquant la risée d'un public ignare et incapable de ressentir l'écho de

## Lettre de Belgique

## Reviendra ! Reviendra pas !

Il pourra paraître singulier que, dans une lettre de Belgique, on ne trouve pas un mot sur le lecteur que d'un genre de personnage qui, d'ordinaire, ne les intéresse que fort peu : le Roi ; puisque, aussi bien, « constitutionnellement », il l'est toujours. Mais s'il est vrai que, généralement, ces sortes d'histoires concernent mieux le « Samedi-Soir », elles permettent cependant parfois de saisir un peu de la vie toute la veulerie et tout le sordide qui, de bout en bout, guident les personnages et caractérisent les mœurs politiques de nos pseudo-démocraties.

Le personnage principal d'abord : Léopold III. On a voulu en faire une sorte de Machiavel poursuivant inlassablement une politique profonde et subtile. C'est lui faire trop d'honneur : en réalité c'est, dans toute l'acceptation du terme « un glorieux sot ». Son plus grand tort fut de croire, qu'à notre époque, être Roi, consistait en autre chose qu'à parader et à laisser gouverner ceux qui sont payés ou qui paient les autres, décidés bel et bien et officiellement, de ramener le Roi en Belgique avec tous les honneurs voulus. Mais cette fois encore Léopold, vaincu comme un paon et tétu comme un faïen, n'exigea rien moins que des excuses à l'égard de son rôle. C'est lui qui fut l'objet en 1940 de la réparation des « offertes » que lui firent des politiciens efféés.

Du coup, ces politiciens, et les socialistes en tête, qui s'approprièrent aux courbettes et aux lèche-bottes, se découvrirent des âmes de paladins du patriotisme et, n'écouter que leur « conscience » jetèrent l'exclusive contre cet incivique. Léopold fut donc en exil et la régence fut confiée à son frère Charles.

Le temps passa et il n'en resta sur ses positions jusqu'au moment où les partis jugèrent qu'il faudrait bien un jour régler ce problème constitutionnel et politique sans trop de casse et de scandale. (Retour du Roi, abdication en faveur de son fils ou toute autre solution à l'aimable).

Des lors se forma un réseau de combinaisons, de marchandages et d'intrigues plus compliqué que la plus extravagante comédie du vieux répertoire. Chaque semaine au moins, un avion emportait un message du gouvernement (parfois le premier ministre Spaak lui-même) vers la résidence de Léopold et de ses émissaires de ce dernier atterri à Bruxelles.

Tout le monde s'en mêla.

Il y a le frère du Roi, le Régent Charles qui, en douce, fait tout ce qu'il peut pour torpiller les tentatives d'arrangement qui lui feraient perdre sa place.

Il y a la seconde et jeune femme du Roi qui n'a pour elle que d'être bien tournée, mais qui s'en sert pour chauffer son royal époux contre tous ceux qui ne la considèrent que comme une reine de carnaval.

Il y a le cardinal primat de Belgique et son clergé, qui soutiennent le Roi « légitime » avec un sectarisme et une ardeur extraordinaires.

Il y a enfin les partis, qui se font de la question royale des trempings électoraux.

Et voilà ce qui préoccupe, pour une bonne part, les gens qui ont en mains les destinées d'un pays. Voilà ce qui tient une large place dans la presse. Voilà enfin qui montre, une fois de plus, où en est arrivée la politique d'Etat, dans un monde qui se débat pourtant dans les pires angoisses.

F. GHISLAIN.

Par suite de l'abondance des matières, nous sommes obligés de supprimer, cette semaine, notre « Chronique économique ».

## CHEZ LES AUTRES...

## RASSEMBLEMENT

La Gauche (R.D.R.) jalouse des lauriers de la « Bataille socialiste », consacre la moitié de ses quatre pages à la S.F.I.O. : après le P.C.F. qui, évidemment, a interdit à ses militants d'adhérer au R.D.R. voilà que la S.F.I.O. en fait autant. C'est navrant ! C'est navrant mais ce n'est pas une raison pour que Bernard Lefort écrive :

Dans la salle crasseuse de la Mutualité, pas d'air et pas de lumière, des fauteuils défoncés, des tables boiteuses et le ronronnement lancinant du moteur électrique qui fait « marcher » la Morgue toute proche.

Ce sera la musique du congrès : la conservation des restes.

Il est préférable, cher humoriste, de renoncer à un bon mot, même si celui-ci vous console d'un dépit légitime et de laisser la Morgue à sa place, à un bon kilomètre de là.

Que la douzaine d'intellectuels qui forme le gros des effectifs du R.D.R. remue des idées, rien là de très normal, mais, de grâce, qu'elle n'en fasse pas autant avec les édifices publics.

## LA MISERE EN BATTLE-DRESS

Cette revue de presse n'est pas une sinécure. Elle m'oblige à mettre le nez dans des endroits où selon la forte expression militaire d'autres ne mettraient pas le bout de leur canne. Par exemple dans Le Monde militaire. Chacun sait que l'armée n'a droit qu'à la moitié (et encore...) du budget. Le résultat le voilà :

Rémunérer un colonel moins bien qu'un gardien de phare stagiaire ou encore qu'un brigadier facteur stagiaire des P.T.T., c'est infliger à la collectivité militaire tout entière une véritable humiliation, offense qui, faut-il le souligner, ne fut nulle part aussi peu méritée qu'en Indochine où, sans conteste, depuis trois ans, l'armée assume un rôle périlleux et prépondérant.

Les rédacteurs de cette revue destinée comme son nom l'indique au monde militaire prennent leurs lecteurs pour des idiots.

Ils n'ont probablement pas tort.

Quant au rôle prépondérant de l'armée en Indochine !... Les escarpes font leurs mauvais coups en silence. La grande

de Muette devrait avoir la pudeur d'en faire autant.

## PRIX-SALAIRES

France-Soir : « Une grande enquête du célèbre économiste Jacques Gascuel » : Tout le monde se plaint, les travailleurs disent qu'ils vivent misérablement, mais :

Il faut voir les choses comme elles sont. Si tous les Français se plaignent, tous ne sont pas à plaindre. Ces queues devant le cinéma, sont-ce les « gros » qui les forment ? Ces gosses à la maternité qui, au goûter de 4 heures, sortent du chocolat, de la confiture, une banane et même du beurre, sont-ce des gosses de riches ?

... Ces trains qui partent bondés pour la mer ou la campagne, sont-ce les touristes pour hôtels à 1.000 francs par jour qui les prennent d'assaut ? Manquez-vous réellement de linge, de vêtements, de chaussures, d'objets ménagers ? Soyons francs...

Soyons francs et constatons avec le célèbre économiste que si les travailleurs protestent, ça prouve tout d'abord qu'ils ne sont pas morts de faim, et puisqu'ils sont des « travailleurs » qu'ils ne sont pas des clochards. C'est l'évidence même, d'ailleurs :

Combien leur faut-il pour se nourrir, se loger, se chauffer, s'éclairer, s'habiller, se distraire aussi, convenablement ? Combien leur faut-il pour vivre dans ces conditions ?

On en discute. Bien des calculs ont été faits à ce propos. Nous aussi avons les nôtres. En octobre dernier, ce train de vie minimum, souhaitable pour chaque Français, représentait 10 à 11.000 francs qui, aujourd'hui, sont devenus environ 13.000.

Vous vous récriez : « C'est insupportable », dites-vous.

Et bien, c'est que vous n'êtes pas un économiste célèbre comme M. Jacques Gascuel, tout simplement.

Quoi qu'on n'ait pas si souvent l'occasion de rigoler en lisant France-Soir, nous pensons que ce canard aurait intérêt à faire l'économie d'économiste de cette trempe.

## SCHUMAN

(Suite la 1<sup>re</sup> page)

Kominformien. Comment le Kominform saurait-il exprimer les masses populaires, alors qu'en Italie il vient de les sacrifier à la politique de Moscou ?

Mais alors, quelle est la cause réelle de cette séance de guignol bourboirien ? Que cache cette ridicule peau de banane de trois milliards ?

En fait, les socialistes se sont trouvés placés devant un problème extrêmement important pour l'existence même du parti. René Mayer a déposé un projet qui donnerait au gouvernement de très larges pouvoirs, sous forme de décrets-lois, pour réorganiser les nationalisations, la Sécurité Sociale et l'Administration. Les socialistes ne veulent accepter à aucun prix ce projet.

Quand on sait ce que représente René Mayer : le Conseil National du Patronat Français, et quand on sait que Mayer marche avec Washington qui veut détruire les germes d'étatisation de l'économie française, afin de la rendre plus souple à ses commandements dans les perspectives du plan Marshall, on a compris le sens de ces décrets-lois. René Mayer est le démolisseur officiel des nationalisations et autres pseudo-conquêtes de la classe ouvrière. René Mayer veut les mains libres pour Washington.

C'est pourquoi les communistes ont tout fait pour la crise.

C'est pourquoi aussi les socialistes ne pouvaient faire autrement que s'opposer. Géder sur ce point, c'était être abandonner le semblant de programme qui leur sert à capter une certaine fraction d'électeurs. Les intérêts du capital américain, et de ce plan Marshall que les socialistes ont soutenu, entraînent en conflit avec la seule base réelle de l'existence de leur parti : les bulletins de vote.

Et il était très habile de faire porter le désaccord apparent sur un point qui trouve une résonance particulière au sein des troupes électorales : les impôts et les crédits de guerre. Car les gens commencent à penser à quoi sert un budget militaire qui nous pressurera jusqu'au dernier franc sans être capable de mettre sur pieds autre chose qu'une armée famélique (pas les officiers !) en face de celles des deux blocs ? Schuman lui aussi n'était pas fâché de laisser la place.

D'abord, il y a la situation internationale. On ne sait jamais ce qui peut arriver. La direction de l'Etat au moment où il y a des décisions subtiles et peu agréables pour tous à prendre, c'est une plaisanterie qui risque de coûter cher à l'influence électorale du parti.

Ensuite, il est plus honorable de tomber en défendant l'armement du pays (sa « sécurité ») que de tomber en défendant des décrets-lois fort impopulaires depuis Daladier.

Puisque, de toute façon, on doit tomber, autant tomber tout de suite sur un malheureux centième de budget de guerre.

Les adversaires politiques se sont mis d'accord sur la façon de se payer la tête des citoyens. Même au milieu d'une séance agitée...

Car l'agitation au Parlement est un peu comme l'agitation au guignol : on regarde les marionnettes se battre, et on paye en entrant.

## Vient de paraître :

LE MONDE NOUVEAU de Pierre Besnard son organisation, son fonctionnement, sa constitution

Un guide précieux pour les militants, un excellent moyen de vulgarisation des principes de base de la C. N. T.

Le lecteur y trouvera un exposé clair et détaillé de :

L'organisation de la production industrielle ;

L'organisation de la production agricole ;

L'organisation syndicale.

L'organisation administrative.

L'organisation sociale.

L'organisation générale du « Monde Nouveau ».

Prix : 140 fr. Franco 162 fr. C.C.P. R. JOULIN 5561-76

## ECHOS

NORD. — « Moineau » était P.A. de l'A.J. de Lille. Etait, qui, car l'U.F.A.J. qui gère cette A.J. municipale vient de le virer.

Avant guerre, cette A.J. avait été monnaie pour l'A.J.A. Auberges du Nord est président du C.L.A.J. du Nord et BECART président d'honneur. Que vont-ils faire ?

BECART, qui est (surtout) directeur des Mouvements de Jeunesse, 34, rue de Chateaudun, propose un accord M.L.A.J. U.F.A.J. : Alors, as-tu compris ???

Reste à savoir quelles seront les prochaines marionnettes ministérielles.

Un gouvernement large de coalition serait dans les mêmes difficultés. Un gouvernement socialiste devrait avoir l'appui communiste, le M.R.P. s'opposant. Un Ministère M.R.P. avec la droite ? Les socialistes iraient vers les communistes. Tout ceci est bien problématique.

Les radicaux sont déjà candidats à la démolition ministérielle qu'ils ont aidé à tuer.

Quoi qu'il puisse en sortir, soyons sûrs que si les marionnettes changent, ce sont toujours les mêmes ficelles.

MICHEL.

## TOGLIATTI

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Par contre, l'individu « louche » qui commet un « lâche » attentat est invariablement honni par tous les honnêtes gens à la conscience délicate. Les journalistes qui sont payés pour cela le soupçonneront d'avoir reçu de l'argent pour couvrir au lynchage ou à l'échafaud — et c'est, de toute évidence, l'argent d'une puissance étrangère. L'attentat est pourtant la forme la plus dangereuse du duel politique, l'agresseur ayant pour lui la surprise, mais contre lui les témoins. Et c'est évidemment la seule forme de duel qui soit possible entre un chef politique et un simple particulier. En bien des cas, c'est aussi la seule forme possible de la « justice » à laquelle ce dernier puisse faire appel.

L'autre différence, c'est l'étendue des responsabilités.

Si adversaire qu'on soit de la peine de mort légale ou antilégale, il faut bien admettre qu'un Hitler ou un Mussolini (pour ne citer que des morts) décidaient allégrement du sacrifice de millions de vies humaines et que leur prestige d'homme « sacré » était fait, précisément, de cela. Aucun de ces millions de vies qui en puissance n'avaient trouvé de vengeur ou de champion, le dictateur était réputé — aux yeux de la foule — invulnérable, irréprouvable, invincible.

Aujourd'hui, on fait une responsabilité collective au peuple allemand de n'avoir pas suscité dans son sein un seul homme capable de mettre fin à la carrière du Fuehrer, lorsqu'il était temps de l'arrêter sur sa route. Il existe donc une responsabilité de l'homme ordinaire, directement frappée par le meurtre d'un proche, par exemple, et qui ne réagit pas contre le tyran. Mais le tyran, ou candidat à la tyrannie, ne porte de responsabilité que lorsqu'il est, à la fin, vaincu, déchu, et ramené au rang d'un homme ordinaire. Et si l'homme ordinaire vient troubler le jeu de l'histoire, de la raison d'Etat, il est responsable des actes de répression, même aveugles, même insensés, qui riposteront à son acte et frapperont des « innocents ». Seul le pouvoir qui frappe ces innocents reste irresponsable.

Il y a là, croyons-nous, une absurde inégalité.

Pour toutes ces raisons — et pour d'autres encore qui n'ont rien à voir avec l'apologie du meurtre, même politique — l'attitude de la presse autour de l'affaire Togliatti nous dégoûte. Elle est hypocrite ; et elle est injuste. Entre l'homme obscur et l'homme politique, le moins assassin des deux est encore celui qui ne se sert pas du bras d'autrui pour frapper.

LIB.

## F. A.

## Fédération Anarchiste

145, Quai de Valmy, Paris, X<sup>e</sup>

Métro : Gare de l'Est

Permanence tous les jours de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 h., sauf le dimanche

1<sup>re</sup> REGION

1<sup>re</sup> Région. — Les trésoriers sont invités dès maintenant à se mettre à jour des cotisations du 2<sup>e</sup> trimestre 1948 et des versements en retard. Bernard Pierre, aux Allennes, Amiens. Lille C.C. 1.800-63.

2<sup>e</sup> REGION

Paris (9<sup>e</sup>). — Le Groupe organise un cercle d'études ouvert au public. Ecrire au secrétaire Robert François, 9, rue Houdin (18<sup>e</sup>).

Paris-14<sup>e</sup>. — Le groupe se réunit tous les vendredis, au lieu habituel. Renseignements et adhésions à Jean Griveau, 6, impasse Prévoist, Paris-13<sup>e</sup>. Tél. : GOB. 70-72.

Paris-15<sup>e</sup>. — Le groupe est reconstitué. Des réunions et des conférences auront lieu alternativement chaque semaine. Pour tous renseignements, écrire à Jean Griveau, 6, imp. Prévoist, Paris-13<sup>e</sup>. Tél. : GOB. 70-72.

Argenteuil. — Réunion du groupe, le samedi 24 juillet, à 20 h. 30, salle de la « Pensée Humaine », 42, rue de Paradis. Causerie par un camarade sur : la classe ouvrière allemande et l'internationalisme prolétarien. Les sympathisants et lecteurs du « Libertaire » sont cordialement invités.

Asnières. — Réunion le premier et troisième mardi de chaque mois, chez Le Gall, 34, rue de l'Alma.

Courbevoie. — Réunion du groupe le 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> lundis du mois, 38, rue de Metz, à Courbevoie. Réunions ouvertes aux sympathisants.

12<sup>e</sup> REGION

Groupe de Clermont-Ferrand. — Le siège de la 7<sup>e</sup> Région se trouve désormais à Clermont-Ferrand, et non à Limoges comme précédemment. Les responsables des groupes et les adhérents isolés de la Région sont priés d'adresser leur correspondance à René Vivier, 4, avenue des Etats-Unis, à Clermont-Ferrand. La permanence du groupe se tient chaque jeudi, de 20 à 21 h., 9, rue de l'Ange (près de Jaudes). Cordiale invitation aux sympathisants.

8<sup>e</sup> REGION

Lyon-Centre. — Samedi 24 juillet, à 16 h., au siège, Café du Bon Accueil, 71, rue de Bonnel, réunion du groupe ; causeries en préparation ; vente à la criée du Lib. ; Congrès de la F.A.

Vienne. — Les camarades qui veulent adhérer au groupe sont priés d'écrire au secrétaire de la 8<sup>e</sup> région : Lavorel, 4, rue des Trois-Maisons, Lyon-Vaise, qui transmettra.

9<sup>e</sup> REGION

Bordeaux. — Tous les dimanches, de 10 h. à 12 h., vieille Bourse du Travail, rue Balande, 42. Service librairie. Brochure d'initiation aux études sociales, revues sociologiques, documentation anti-religieuse, presse, etc. Les autres jours : Piraube, rue Mondenard, n° 66, Bordeaux. Achetez toujours votre Lib. au même endroit, afin d'éviter les bouillons.

12<sup>e</sup> REGION

Marseille, Port-de-Vivaceau. — Réunion du groupe tous les jeudis, bar Centre, à 20 h. 30, comme d'habitude.

Saint-Henri-Marseille. — Réunion du groupe, samedi 7 août, à 19 heures précises, siège Bar Sport, Saint-Henri. Présence indispensable de tous les compagnons.

Plan de Cuges. — Abonnés, militants, sympathisants, en vue de la formation d'un groupe, faites-vous connaître à Antonin Bianco, 100, av. Frédéric-Mistral, Plan-de-Cuges.

Fédération locale. — Réunion de militants tous les vendredis, à 20 h. 30, local habituel. Présence indispensable.



# LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

## Les constructions libertaires dans les provinces du Levant

LA Fédération Régionale du Levant, constituée par nos camarades de la Confédération Nationale du Travail, et qui a servi de base à la constitution de la Fédération parallèle des collectivités agraires, englobe cinq provinces : Castellon de la Plana, Valence, Alicante, Murcie et Albacete. L'importance de l'agriculture qui classe les quatre premières, toutes méditerranéennes, parmi les plus riches d'Espagne, et celle de leur population, — près de trois millions trois cent mille d'habitants, donnent aux réalisations sociales qui y sont effectuées, un très grand relief. A notre avis, c'est dans le Levant, grâce à sa richesse matérielle et à l'esprit créateur de nos camarades, que l'œuvre des collectivités agraires a été la plus vaste et la mieux réalisée. Je n'ai pas pu l'étudier aussi minutieusement que celle des collectivités d'Aragon, mais j'essaierai d'en donner, sur la foi de témoignages et de documents de première main, une idée d'ensemble. Les chapitres écrits sur les villages que j'ai visités (Jativa, canton de Segorbe, Benicarlo, Sueca, Magdalena de Pulpis), apporteront d'utiles précisions complémentaires.

Des cinq provinces, c'est dans celle de Valence que le mouvement s'est le plus développé.

Cela s'explique d'abord par sa plus grande importance : 1.650.000 habitants au moment de la révolution. Puis, par ordre décroissant, venait la province de Murcie, avec 622.000 habitants, Alicante avec 472.000, Castellon de la Plana, avec 312.000, enfin Albacete, qui en comptait 238.000. Le nombre des collectivités était en proportion avec celui des habitants.

Mais, c'est dans la province de Valence qu'en ce qui concerne les réalisations du monde agricole, les socialisations ont pris dès le début, la cadence la plus ferme et la plus accélérée.

Pour qui connaît l'histoire sociale de cette région, ce n'est pas étonnant. Depuis 1870, le mouvement libertaire y a toujours eu, dans les campagnes des militants obstinés, et alors que dans la ville de Valence il s'était à certaines époques, complètement éteint, nos camarades paysans maintenaient le flambeau. Et c'est à eux, souvent petits propriétaires, qu'il fallut appeler vers 1918, pour le faire renaître dans la ville que le républicanisme avait conquis comme seul élément d'opposition contre la monarchie.

Pour ces hommes, la révolution n'était pas seulement la lutte sur les barricades. Elle leur était toujours apparue comme la prise de possession de la terre et l'organisation du communisme libertaire. Aussi, dans cette province de Valence, le nombre des fédérations cantonales (on dit en Espagne *comarcas*) qui groupaient, selon leur position géographique, le passage du chemin de fer et des transports routiers, un certain nombre de villages dont elles étaient le siège central, s'élevait à vingt-trois : sièges constitués à Ademuz, Alborache, Carcagente, Catarroja, Chella, Foyos, Gandia, Jaraful, Jativa, Moncada, Onteniente, Paterna, Puerto Sagunto, Requena, Sagunto, Sueca, Utiel, Villavieja, et Villamarchante, Alcantara, del Júcar, Tiquagosa, Lombay et Denia. Venait ensuite la province de Murcie, avec dix sièges cantonaux : Murcia, Caravaca, Cartagena, Cieza, Lorca, Mazarron, Mula, Pacheco, Elche de la Sierra, Hellin. Puis la province d'Alicante, avec neuf sièges : Alicante, Alcoy, Almansa, Elda, Elche, La Nucia, Orihuela, Villajoyosa, Villena. En quatrième lieu, la province de Castellon, entre Taragona et Valence, ayant pour sièges cantonaux : Castellon, Albocacer, Alcora, Morella, Nules, Onda, Segorbe, et Vinaroz. Enfin, la province d'Albacete, la plus pauvre de toutes, ou de plus, les collectivités eurent à souffrir de la présence des hommes de Marty, et qui comptait seulement quatre centres cantonaux : Albacete, Alcaraz, La Roda et Casas Ibañez.

Observons que les cantons créés par la révolution, d'après les besoins du travail et des rapports vitaux des hommes, n'ont souvent rien à voir avec les cantons de l'administration d'Etat.

Au Congrès de la Fédération des Paysans du Levant — 21-23 novembre 1937, on comptait trois cent quarante collectivités organisées, plus ou moins tard, on en comptait cinq cents.

Pour que l'on apprécie l'importance de ces chiffres, signalons que les cinq provinces totalisent, de la plus grande ville au plus petit village, mille cent soixante-douze municipalités. C'est donc dans quarante-trois pour cent des localités de la région agricole la plus riche d'Espagne, où, dans la « huerta » valencienne, la densité de population est une des plus hautes du monde — 450 habitants par kilomètre carré — que sont apparues, en vingt mois, ces cinq cents collectivités agraires.

En général, elles ne revêtent pas le caractère total, ou presque, des collectivités d'Aragon. Dans cette région, la prédominance presque exclusive des troupes de la C.N.T. et de la Fédération Anarchiste Ibérique a empêché pendant longtemps la police, l'administration d'Etat et l'armée, ainsi que les partis politiques appuyés par les autorités gouvernementales, de s'opposer au développement des collectivités. Dans le Levant, et du reste dans toutes les autres régions d'Espagne, les autorités, allant des républicains de droite aux communistes, sont restées en place, avec les gardiens municipaux, les gardes d'assaut, les carabinieri et les troupes commandées par des officiers qui n'avaient rien de révolutionnaires.

### Les collectivités

Il était donc difficile de collectiviser dès le début avec la même rapidité qu'en Aragon. D'autre part, dans la région levantine, l'importance des villages, qui rassemblent souvent à de petites villes, rendait aussi l'adhésion de l'ensemble de la population. Les divisions politiques et sociales y étaient plus nettement accusées, les différentes tendances mieux organisées. Aussi, presque toujours, dans le Levant, les collectivités sont-elles nées sur l'initiative du syndicat des paysans de la localité. Mais elles n'ont pas tardé à constituer une organisation autonome, quoique en contact étroit avec les syndicats. Ceux-ci continuent à grouper les adhérents aux collectivités, mais aussi les « individualistes » retenus soit par une conception erronée de la liberté individuelle, soit par l'isolement dans lequel se trouve leur terre, soit par une hésitation plus ou moins fondée sur la crainte d'une réaction gouvernementale.

Quoique secondaire, le rôle des syndicats n'en est pas moins utile. Il constitue une étape, un élément d'attraction politique, ou morale. Il joue aussi un rôle pratique. C'est à lui que les individualistes syndiqués apportent leurs produits qu'il se charge d'échanger. Des commissions — riz, orange, horticulture, pommes de terre, etc. — ont été créées en son sein. Il avait son magasin de ravitaillement auquel se fournissaient les non-collectivistes. Mais la collectivité avait le sien. On pensait que cela faisait double emploi, et bientôt, les deux fusionnèrent. Les individualistes syndiqués continuèrent d'apporter leurs produits, et furent ravitaillés comme les collectivistes.

Puis on créa des commissions mixtes pour l'achat de machines, de semences, d'engrais, d'insecticides, produits vétérinaires, etc. On utilisa les mêmes camions. La solidarité s'étendit. Et l'esprit collectif gagna les réalités.

L'organisation de base est donc double. Elle embrasse, intelligemment, tout ce qu'il est possible d'embrasser, les réalisations totales et les réalisations partielles. Elle permet aussi, grâce au syndicat de continuer à pénétrer dans la couche de la population susceptible d'être gagnée. Celui-ci constitue un élément de captation plus souple.

Très rapidement, cette organisation tendit à unifier et à rationaliser tout ce qui pouvait l'être. Le rationnement et le salaire familial furent établis par cantons, les villages plus riches aidant les plus pauvres par l'intermédiaire des comités cantonaux. Dans chaque centre cantonal fut constituée une équipe de techniciens composée de comptables, d'un expert en agriculture, d'un vétérinaire, d'un spécialiste de la lutte contre les maladies des plantes, d'un ingénieur,

d'un architecte, et d'un spécialiste pour les questions commerciales.

L'organisation d'ensemble permet de distribuer et d'utiliser équitablement ces éléments nécessaires à la bonne marche des activités.

Chaque collectivité a un vétérinaire. La plupart des ingénieurs et des vétérinaires de la région du Levant adhèrent aux syndicats de la C.N.T. On y compte aussi un grand nombre de techniciens agricoles. Ceux spécialisés dans la culture de la vigne et dans la fabrication du vin y sont tous, à l'exception de six. Les ingénieurs et les vétérinaires employés pour d'autres entreprises que les collectivités travaillent pour elles et souvent d'une façon désintéressée, à la confection de plans et à la réalisation de projets. L'esprit créateur de la révolution a entraîné ceux qui veulent réellement contribuer au progrès économique et social.

Les agronomes proposent les entre-



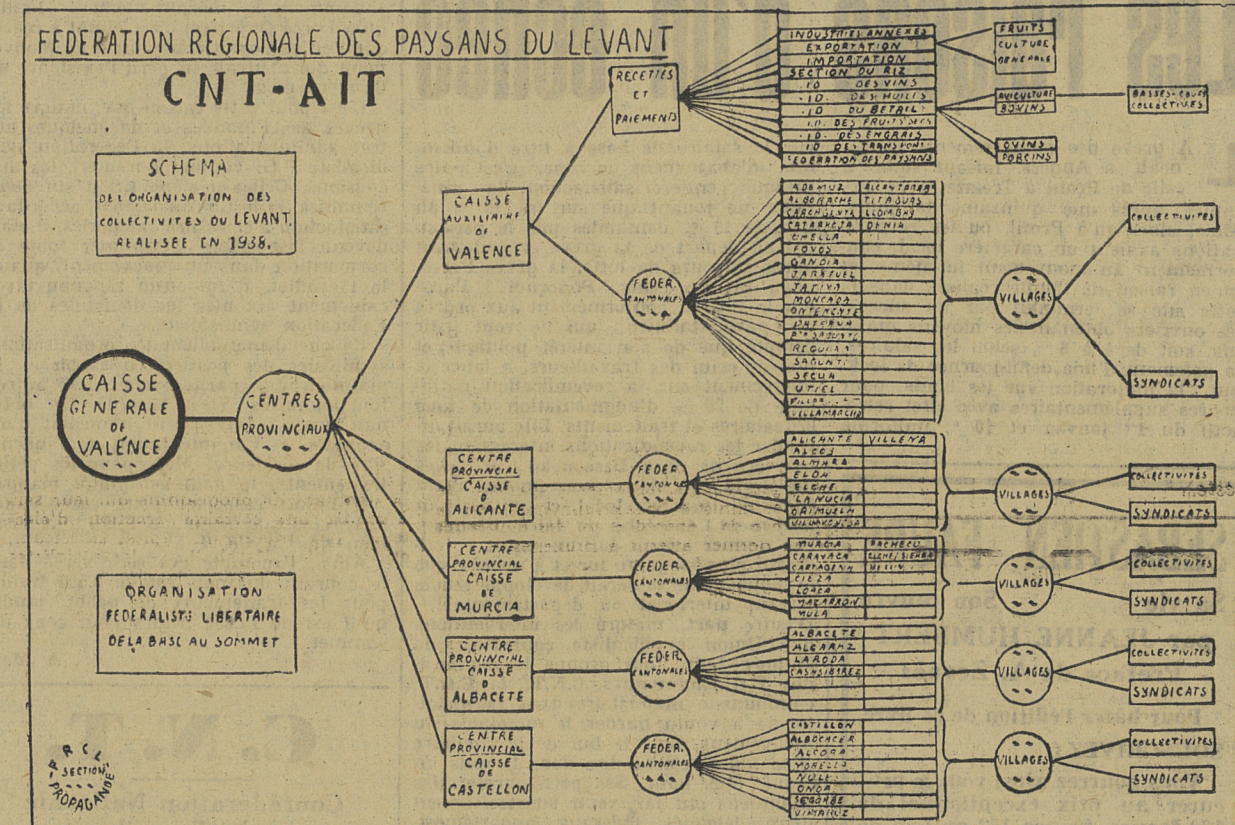
DURRUTI

un des pionniers de la Révolution

aussi des travaux intercommunaux, même pour le labourage et l'arrachage des plantes. Tout cela facilite la synchronisation des efforts et leur nécessaire rationalisation sur un plan général.

### L'organisation

Les cinq cents collectivités, doublées de leurs syndicats, de la région levantine, sont ramifiées en cinquante-quatre fédérations cantonales, qui se ramifient



Une organisation libertaire

prises nécessaires ou possibles : planification de l'agriculture, transplantation de cultures que la propriété individuelle ne permettrait pas toujours d'adapter aux conditions géologiques ou climatiques les plus favorables. Le vétérinaire organise scientifiquement l'élevage. Il consulte, quand il le faut, l'agronome sur les ressources du sol et les possibilités de culture. Et avec les commissions de paysans, ce dernier adapte les cultures dans la mesure du possible.

Mais le vétérinaire consulte aussi l'architecte et l'ingénieur pour la construction des porcheries, des étables, des écuries, des granges collectives. Le travail se planifie spontanément sur une échelle insoupçonnée, en régime capitaliste. Il se planifie à la base, et par la base, d'après les principes libertaires.

### Quelques exemples de réalisations

Grâce aux ingénieurs, un grand nombre de puits artésiens ont été creusés, ont permis, soit de mieux irriguer des terres qui ne l'étaient pas, soit de transformer les terres sèches en terres irriguées. Au moyen de pompes aspirantes, on a aussi procédé à l'élévation et à la distribution de l'eau. Ceci n'est pas une nouveauté technique, mais ce sont les faits pour bien des villages de cette région.

La nature du sol, très poreux, et la faiblesse des précipitations atmosphériques — 400 millimètres en moyenne — rendaient très difficile cette extraction de l'eau qu'il faut aller chercher à cinquante, cent ou deux cents mètres de profondeur. Cela n'était possible qu'aux grands propriétaires terriens cultivant, ou faisant cultiver des produits d'un bon rapport tel que l'orange, ou à la collectivité. Le petit propriétaire ne pouvait disposer ni de l'argent, ni des moyens techniques nécessaires. La collectivité le peut.

C'est peut-être dans la région de Murcie et de Cartagène que furent faits les plus grands efforts. Près de Villajoyosa, la construction d'un barrage permit d'arroser un million d'hectares qui jusqu'à maintenant ont souffert de la sécheresse.

Les architectes ne s'occupent pas seulement de l'habitat des animaux. Parcourant la région, ils donnent des conseils pour l'habitat humain. Architecture, matériaux, emplacement, exposition, hygiène, etc., toutes considérations auxquelles s'opposaient jusqu'ici et trop souvent les intérêts des uns, l'ignorance des autres.

La proximité des villages, beaucoup moins disséminés qu'en Aragon, facilite cette solidarité active qui met toutes les ressources au bénéfice de tous. Le travail est souvent intercommunal. Une équipe constituée pour combattre les maladies des plantes, sulfater, tailler, travailler dans les champs et les vergers de plusieurs localités. Telles autres font

la production d'oranges — environ quatre millions de quintaux — était aux mains de la Fédération des Paysans du Levant, et qui soixante-dix pour cent de la récolte totale était transportée et vendue par son organisation commerciale, grâce à ses entrepôts, ses camions et ses bateaux, et par sa section d'exportation qui au début de 1938 avait établi en France des sections de vente à Marseille, Perpignan, Bordeaux, Sète, Cherbourg, et Paris.

Il en était de même pour le riz — trente mille hectares dans la seule province de Valence sur quarante-sept mille dans toute l'Espagne — et pour celle des légumes frais : la huerta valencienne et les jardins potagers de Murcie donnent deux ou trois récoltes par an.

L'organisation d'ensemble et la puissance des moyens qu'elle fournissait permettaient aussi d'autres réalisations et une méthode de travail sans laquelle ces réalisations auraient souvent échoué, soit par manque de moyens, soit par l'insuffisance des rendements que la multiplicité des efforts auraient rendus trop coûteux en matériaux employés et en énergie dépensée.

Quand, par exemple, les collectivistes d'une localité croyaient utile de créer une fabrique de liquors, de jus de fruit, d'essence, etc., ils faisaient part de leur idée à la section correspondante du Comité central, à Valence. Celle-ci examinait la proposition, au besoin faisait venir une délégation des auteurs. Si, d'après les matières premières utilisables, il existait déjà assez de fabriques, on répondait négativement en expliquant pourquoi. Si l'installation convenait, on acceptait. Mais elle n'était pas l'œuvre de la collectivité locale. Par l'intermédiaire du Comité régional, elle était l'œuvre des cinq cents collectivités qui contribuent, grâce aux moyens que toutes apportent, à cette création et en sont toutes copropriétaires. La fabrique appartient donc à la Fédération. Frais et bénéfices sont supportés et perçus par l'ensemble. Et c'est aussi la Fédération qui détermine la répartition des matières premières d'origine agricole envoyées à

rent pas pour les seules oranges, mais aussi pour les pommes de terre et les tomates : une fois de plus apparaît l'initiative des collectivités.

Elles organisèrent des séchoirs pour les pommes de terre, les tomates et les oranges. On apprend ainsi à utiliser les tomates séchées tout au long de l'année, on fait de la féculé et de la farine de pommes de terre qu'on utilise de nombreuses manières. Mais c'est plus encore pour l'orange qu'apparaissent les innovations.

Essence extraite de l'écorce sur une plus grande échelle qu'auparavant, miel d'orange innové avec le jus spécialement préparé, emploi de la pulpe pour la conservation du sang des abattoirs afin d'en faire un aliment nouveau pour la volaille, vin d'orange d'où on extrait de l'alcool pour les soins médicaux. C'est à Oliva et Burriana que furent organisées les fabriques de concentrés les plus importantes. La conserve de légumes dont les principaux centres sont à Murcie, Castellon, Alfara et Paterna, est aussi aux mains de la Fédération. Et le fait du paysan organisant lui-même l'industrialisation de ses produits nous semble un fait nouveau qui mérite d'être souligné.

Nous avons dit que le siège des fédérations cantonales est le plus souvent choisi parce qu'elles se trouvent près des voies ferrées ou des routes, ce qui facilite le transport des marchandises. Les collectivités de chaque canton y envoient l'excédent de leurs produits. Ces produits sont comptabilisés, classés, emballés, et les chiffres correspondants envoyés aux différentes sections du Comité régional de Valence, de façon que la Fédération sache toujours exactement de quelles réserves elle peut disposer pour les échanges, les exportations ou la redistribution.

L'intensification de l'élevage des animaux de basse-cour fait aussi apparaître l'esprit créateur. Les poulaillers, les clapiers, les parcs se multiplient tous les jours (1). Des races de poules et de canards, de poules inconnues du simple paysan se répandent de plus en plus, et les collectivités qui ont fait les premiers pas aident les autres.

### Les efforts culturels

Enfin, les soucis d'organisation et de justice économique ne sont pas les seuls motifs d'action. Chaque collectivité a créé une école ou deux avec la même promptitude qu'elle a organisé sa première grange. Le salaire familial et la morale nouvelle permettent d'envoyer tous les enfants en classe. Dans la direction, les collectivités du Levant, comme celle d'Aragon, de Castille, d'Andalousie et d'Estremadure donnent en un temps record le coup de grâce à l'analphabétisme. Et n'oublions pas que, dans la campagne d'Espagne, on trouve soixante-dix pour cent d'illettrés.

Pour compléter cet effort, et dans un but pratique immédiat, une école de secrétaires et de comptables à laquelle plus de cent élèves ont été envoyés par les collectivités, fut organisée à la fin de 1937.

La dernière création est celle de l'Université de Moncada. Œuvre de la Fédération Régionale du Levant, celle-ci a été mise à la disposition de la Fédération Nationale des Paysans d'Espagne. On y enseigne l'élevage du bétail, des animaux de basse-cour, les soins à donner aux animaux, les méthodes de sélection, les caractéristiques des races. On y enseigne aussi l'agriculture-horticulture, fruiticulture, culture des céréales, sylvikulture, etc. Il y a trois cents élèves envoyés par les collectivités, et il y en aurait bien davantage si l'on avait plus de professeurs et de bâtiments. Ceux-ci sont installés au flanc des coteaux, entre les orangers, au milieu des champs.

Enfin, signalons que l'esprit de solidarité des collectivités valencienues est aussi magnanime que celui des collectivités d'Aragon. Elles ont accueilli un grand nombre de réfugiés, surtout des femmes et des enfants, de la Castille. Elles ravitaillent gratuitement Madrid, une partie du front du Centre et le sud du front aragonais. Les collectivités de Benicarlo, Oliva, Jerosa, Tabernas de Villadigna, Beltrairó et Simat — canton de Gandia — donnèrent, dans les six premiers mois de guerre, cent quatre-vingt-dix-huit camions de vivres. Peu après la chute de Malaga, un simple coup de téléphone leur fit envoyer, toujours gratuitement, sept camions de victuailles à Almería, bondée de réfugiés affamés. Multipliez cette proportion à toutes les collectivités du Levant, aux autres régions, et vous aurez un nouvel aspect de leur œuvre sociale.

Gaston LEVAL.

(1) La seule collectivité de Gandia produisait dans ses couveuses 1.200 poussins tous les 21 jours.

## LES LIVRES

### Salut au «Crapouillot»

Jean Gallier-Boissière et Charles Alexandre, n'ayant personnellement écrit, ont rédigé une histoire de la Guerre 1939-1945 qui fera hurler tous ceux qui, dans les événements derniers, recherchent l'unité de leur doctrine ou l'explication de leurs actes, et pour y arriver, effacent quelques journées fâcheuses ou feignent d'oublier certains événements.

Non deux auteurs, qui ne sont ni partisans, ni doctrinaires, possèdent une excellente mémoire, en plus d'une documentation abondante et précise.

Si bien que cette première livraison du «Crapouillot» (il y en aura quatre au total), nous change des innombrables bouquins de guerre où les hommes d'Etat trafiquent l'histoire après avoir trafiqué leurs peuples ou les peuples voisins. L'immense duperie de la guerre nous est présentée, bien démontée, avec ses pièces soigneusement étalées, chacune d'elles dotée d'une étiquette avec référence. Par exemple, cette citation du «Journal des Finances» du 10 février 1939 au sujet des manigances financières précédant «Munich», et portant sur le transfert des actions de la «Skoda» : «On remarquera la complexité de cette action bancaire qui concerne la vente d'une usine tchécoslovaque à un groupe anglo-tchécoslovaque, opérant pour le compte des usines Krupp allemandes, et se dénouant par le versement en dollars au profit de la société française, détentrice de la majorité des actions.» Ou la déclaration de Daladier en 1939 : «L'Armée française est la première du monde.» Et le général Chauvineau, dont l'ou-

vrage était préfacé par Pétain, écrivant en 1938 : «Notre fantasme doit comprendre que son duel avec le char est un corps à corps dont il se tirera souvent à son honneur...»

Où les compagnons de route des staliniens, les Albert Bayet et les Joliot-Curie, qui prennent la pétrole au moment de la signature du pacte germano-russe et signent le manifeste des «Intellectuels de gauche» en «exprimant leur stupefaction».

Et le groupe parlementaire communiste, n'ayant pas encore reçu les consignes de Moscou, qui votent les crédits de guerre que demande Daladier, le 17 septembre, puis se font copieusement enguirlander dans «les Cahiers du Bolchevisme» de décembre 1939.

Sans oublier les images cucul-la-praline du temps de guerre, ces magnifiques cartes postales en couleurs où le brave poilu pose un baiser patriotico-cochon sur la joue de sa belle en disant : «Maintenant que j'ai bu ton baiser langoureux, je repars plein d'entrain m'illustrer sous le feu...»

Thorez, qui écrit à Buré le 27 septembre en le remerciant d'informer ses lecteurs qu'il est bien à l'armée... et «prend la route le 6 octobre, après en avoir reçu l'ordre de Duclos», parce qu'on ne faisait rien pour aider la Pologne... que le J.R.S.S. dépeçait d'accord avec l'Allemagne hitlérienne !

Il y a pas mal de bons bougres qui ont été coulés par la propagande. Le «Crapouillot» leur donne l'occasion de savoir comment.

S. P.

## SERVICE DE LIBRAIRIE

### DE QUEST L'ANARCHISME BROCHURES

F.A. : Les anarchistes et le problème social, 15 fr. — P. Besnard : Le fédéralisme libertaire, 10 fr. — A. Boutemps : L'esprit libertaire, 5 fr. — C. Berneri : La société sans Etat, 20 fr. — Kropotkine : L'anarchie, son idéal, sa philosophie, 20 fr. — R. Roques : De l'autre rive, 3 fr. — Y. Fagot : Réflexions sur un monde nouveau, 5 fr. — E. Rothen : La politique et les politiques, 15 fr. — Barbédette : Pour la justice économique, 10 fr. — Bellamy : Parole de réservoir d'eau, 3 fr. — M. Bakounine : L'organisation de l'Internationale, 5 fr. — Voline : La révolution en marche, 12 fr.

### ETUDES

Voline : La révolution inconnue, 270 fr. — Bakounine : la révolution sociale et la dictature militaire, 165 fr. — Paul Gilie : La grande métamorphose, 100 fr. — S. Faure : Mon communisme, 260 fr.

### REALISATIONS ANARCHISTES

Pradas : Libro de oro de la Revolución Española, 100 fr. (en espagnol). — La guerra civil, 140 fr. — A. Lapeyre : Le problème espagnol.

### SYNDICALISME

Monatte : Ou va la C.G.T., 10 fr. — F. Pelloutier : Histoire des Bourses du Travail, 150 fr. — P. Besnard : L'éthique du syndicalisme, 75 fr. — Le Monde nouveau, 140 fr. — F.A. : Les anarchistes et l'activité syndicale, 15 fr. — E. Rotol : Le syndicalisme et l'Etat, 12 fr.

### PEDAGOGIE

A. Jouenne : Une expérience d'éducation nouvelle, 50 fr. — S.A.T. : Grammaire éperpiste, 75 fr.

### CRITIQUES SOCIALES

Rhillon : La ligne du progrès et l'interprétation marxiste, 3 fr. — E. Reclus : La peine de mort, 3 fr. — E. Reclus : Le marxisme, 12 fr. — Proudhon : La guerre et la paix, 500 fr. — La justice poursuivie par l'Église, 350 fr. — La révolution sociale, 300 fr. — Lettres aux propriétaires, 300 fr. — Principes d'organisation politique, 300 fr. — J. Dubois : Economie distributive, 75 fr. — G. Béchard : Le marxisme après Marx, 120 fr. — Charles J. : La révolution prochaine, 75 fr. — E. Berth : Guerre des États et guerre des classes, 150 fr. — Du capital aux réflexions sur la violence, 120 fr. — G. Sorel : Réflexions sur la violence, 200 fr. — Pradas (en espagnol) : La crisis del socialismo, 50 fr. ; La revolución y el Estado, 100 fr.

### HISTOIRE

Lissagaray : Histoire de la Commune, 300 francs. — Kropotkine : La Grande Révolution, 40 fr. — Lévy : Les crimes de la colonisation, 15 fr. — Barbérie allemande et barbare universelle, 75 fr. — Gallier-Boissière : Mon journal pendant l'occupation, 140 fr. — Mon journal depuis la Libération, 110 fr. — Mon journal pendant la drôle de Paix, 140 fr. — Les Trois Héros, 180 fr. — Le Crapouillot : Histoire de la guerre (fasc 1), 25 fr.

### SYSTEMES TOTALITAIRES

C.A.B. : La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr. — David Rousset : L'univers concentrationnaire, 90 fr. — Les jours de notre mort, 400 fr. — A. Koestler : Le zéro et l'infini, 200 fr. — Le Yogi et le commissaire, 180 fr. — J. Burnham : L'ère des organisations, 200 fr. — Eugène Kogon : L'enfer organisé, 200 fr.

### PHYSIQUE, BIOLOGIE, SOCIOLOGIE

Buchner : Force et matière, 200 fr. — Haeckel : Histoire de la création, 400 fr. — Darwin : L'origine des espèces, 30 fr. — T.H. Huxley : Du singe à l'homme, 120 fr. — Moïse ou Darwin, 50 fr. — Laby : Du chimiste au couple moderne, 50 fr. — L. Lurot : Crimes et société, 80 fr.

### REVUES

La Révolution Proletarienne, 30 fr. le numéro. — L'Idée Libre, 20 fr. le numéro.

### EDUCATION SEXUELLE

NEO-MALTHUSIANISME  
Loriot : Education amoureuse et sexuelle de la femme, 120 fr. — Devaldes : La maternité consciente, 50 fr. — Mariastar : L'éducation sexuelle, 180 fr. — A. Paterni : Les fondations criminelles, 75 fr.

### ESSAIS - PHILOSOPHIE

H. Ryner : L'Amour Plural, 50 fr. ; Les apparitions d'Ahasverus, 60 fr. ; La Vie éternelle, 50 fr. ; Crépulesc, 190 fr. ; Dans le Mortier, 120 fr. ; Amant ou Tyrant, 120 francs ; Songes perdus, 130 fr. ; La Soutane et la Veston, 120 fr. ; Bouché d'Or, 120 fr. ; Le Sphinx Rouge, 120 fr. ; Les Esclaves, 15 fr. ; Jusqu'à l'âme, 12 fr. ; Petite cause sur la sagesse, 25 fr. ; Déterminisme ou Libre Arbitre, 15 fr. ; Le père Diogène, 60 fr. — Multatuli (en espagnol). Páginas Selectas, 35 fr. — G. Pradas (en espagnol). Antología de Pensamientos, 30 fr. — Viñe d'oton : Pages Rouges, 50 fr.

### CHANSONS - POESIES

R. Assé : Chansons sans musique, 125 fr. — Traductions de A. Robin : Poèmes Hongrois d'Ady, 30 fr. ; Poèmes russes de Boris Pasternak, 30 fr. ; Les Campesans, Le petit champion (lexique de bons mots), 100 fr. — G. Olivan (en espagnol). Le Romancero de la Libertad, 25 fr.



# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers : La terre aux paysans

## La grève de la fonction publique

A U moment où nous écrivons ces lignes, le Gouvernement et les diverses Fédérations syndicales de fonctionnaires se trouvent encore face à face, sans que nous sachions si les ultimes compromis envisagés ont telle ou telle chance de succès. La parution d'un hebdomadaire, la nécessité d'envoyer un article à date fixe, interdisent à notre organe la possibilité de suivre les événements de près. Du moins pouvons-nous nous reposer sur quelques centaines de militants obscurs mais solides dans de nombreuses administrations. Et nous contenter par conséquent de regarder la situation avec un certain recul.

Avons cette grève est mal partie. Non pas que le mouvement ne corresponde pas au mécontentement fondé et déjà ancien de tous les employés de l'Etat, ni qu'il n'ait été suivi par l'immense majorité des fonctionnaires. C'est là le côté réconfortant de l'histoire. Mais il y a les rivalités entre fédérations, et les buts essentiels de la grève : faire payer par l'Etat le prix du travail, obtenir une augmentation des salaires et arracher certaines garanties pour l'avenir, sont dangereusement estompés par des bagarres entre corporations.

C'est là dessus que le Gouvernement table. C'est en jouant sur ces antagonismes que les ministres espèrent diviser les serveurs de la fonction publique. C'est ainsi que les syndicats des Finances, des P.T.T. et du personnel enseignant finiront par être battus.

Les 30 milliards que M. Schuman tient en réserve pour satisfaire les fonctionnaires ne sont pas suffisants pour contenter tout le monde. C'est donc ce chiffre qu'il faut amener le Gouvernement à modifier, et non pas le mode de répartition.

Le moment était pourtant bien choisi, puisque la Chambre discutait du budget militaire, de ces centaines de milliards qui serviraient à entretenir une armée parfaitement inutile, définitivement incapable, entièrement « somptuaire ».

Alors que la plupart des syndicats de province étaient décidés à la bagarre, et assaillaient les centres parisiens de coups de téléphone, les dirigeants de la Fédération se faisaient rouler par les représentants des ministères qui alignaient des chiffres impressionnants et démontraient par « a plus b » l'impossibilité dans lequel se trouvait le Trésor de régler la question des traitements. Une fois encore le terrain sur lequel se plaçaient les délégués nationaux était celui qu'avait choisi le gouvernement.

L'issue était ailleurs. Ce n'est pas aux syndicats de savoir comment l'Etat

Vive la gestion directe !  
Le « patron » ayant foutu le camp, les employés des Finances reprennent le travail !

trouvera des fonds. Le rôle des organisations syndicales est d'imposer leur volonté. Et l'imposition de cette volonté entraînerait inévitablement une redistribution du budget, grève lourde pour les dépenses militaires.

Sans doute nous diront-ils que nous nous faisons bien du souci pour des fonctionnaires dont le rôle social est discuté, et que le sort du percepteur ou du contrôleur des contributions importe peu au contribuable.

Peut-être. Mais nous vivons en régime capitaliste. Et ce n'est pas parce que les ouvriers des arsenaux voient leur travail utilisé par des œuvres de guerre que nous ne devons pas les sou-

tenir quand ils revendiquent des conditions de vie meilleure.

Nous adopterions ainsi une attitude qui pour être intransigeante du point de vue doctrinal, n'en serait pas moins aussi fautive que celle que nous reprochons aux fonctionnaires quand ils se bouffent le nez entre eux.

Sans doute l'utilité sociale d'un facteur, d'un radiotélégraphiste est-elle plus grande que celle d'un agent du fisc, mais encore faut-il se rappeler que nous ne sommes pas en régime socialiste libertaire. C'est pourquoi il nous faut être solidaires avec toutes les catégories de fonctionnaires, pour autant que ceux-ci s'attaquent à l'Etat et à la classe dirigeante dont il est l'instrument de domination.

La lutte des employés de l'Etat n'est pas terminée. Elle peut se poursuivre sur un terrain nouveau, ne serait-ce que celui trop délaissé, que préconise Pouget, et qui est celui de la stricte application du règlement. Dans ce cas les travailleurs ne recevraient leur feuille de contributions qu'avec un re-

tard qui leur mettrait du baume au cœur. Et s'ils ne payaient pas les redevances, jugeant sans doute que cet argent extorqué les généraux en retraite ou païs des avions inutilisables, les poursuites auraient quelque mal à sortir de cartons trop haut entassés.

Ce n'est pas notre imagination qui travaille. Celle des salariés est toujours plus féconde. Nous pensons par exemple aux facteurs de Toulon qui distribuent consciencieusement le courrier... sauf celui des contributions.

Nous en revenons ainsi à la grève gestionnaire. Ou du moins à son premier stade, qui est fait de la compréhension des salariés quant à leur rôle utile pour la satisfaction des besoins vrais de la population.

Quand des idées semblables germent, la base de la société bourgeoise et étatique est ébranlée, et un nouveau pacte social né de la compréhension et de l'audace ouvrière est bien près de naître.

S. PARANE.

## A ANGERS

### Les raisons d'un échec

La grève des établissements Bessoneau à Angers, faisant suite à celle de Profil à Trélazé, s'est terminée après une quinzaine de jours. Mais, alors qu'à Profil, où les revendications avaient un caractère local, conformément au mouvement lui-même, et qu'en raison de l'unité réalisée dans la lutte elle se terminait par un succès, les ouvriers obtiennent les moyens maxima, soit de 4 à 8 % selon les salaires, le paiement d'une demi-journée de lock-out, la majoration sur les heures supplémentaires avec effet rétroactif du 1<sup>er</sup> janvier et 10 % uniforme

sur le salaire de base à titre d'indemnité d'abattement de zone, c'est-à-dire presque entière satisfaction, la différence ne jouant que sur les 10 % au lieu de 15 % demandés par le personnel au départ de la grève et seulement après 10 jours de lutte, la grève Bessoneau fut un échec. Pourquoi ? Parce que la C.G.T., conformément aux ordres du parti stalinien, qui ne veut tenir compte que de son intérêt politique et non de celui des travailleurs, a lancé le mouvement sur la revendication nationale de 20 % d'augmentation de tous les salaires et traitements. Elle aurait dû s'adresser aux revendications des ouvriers de chez Bessoneau sur celles du Profil, les deux mouvements ayant le même caractère local, ce qui n'aurait pas empêché de faire déborder ces revendications sur un esprit revendicatif plus large au fur et à mesure que le mouvement se serait développé sur le terrain interlocal ou départemental.

## SEBASTIEN FAURE

Sa vie Son œuvre  
par JEANNE HUMBERT  
Préface de A. Zévaès

Pour hâter l'édition de ce livre, SOUSCRIVEZ !

Vous pourrez ainsi vous le procurer au prix exceptionnel de 130 francs, franco 152 au lieu de 180, prix de vente au public.

Mandats à Joulin Robert, 115, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>). C.C.P. : 5561-76.

## LE DROIT DE GRÈVE

interprété par DANIEL MAYER

Daniel Mayer a été un des artisans de la Constitution qui garantit le droit de grève « dans le cadre des lois ».

Ce qui ne l'a nullement empêché de pondre la circulaire que nous reproduisons ci-après.

Rappelons au « socialiste » Mayer que « nul n'est censé ignorer les lois », bien que l'immunité parlementaire dégage ministres et députés de toutes responsabilités, de toutes obligations et même celle de respecter leurs propres lois !

Ministère du Travail

15 juillet 1948

Conformément à la décision prise par le Gouvernement, je vous prie de bien vouloir communiquer les instructions suivantes au personnel de vos services.

Toute cessation volontaire de travail de la part des fonctionnaires titulaires du grade de sous-chef de bureau ou d'un grade supérieur entraînera leur suspension.

Il en sera de même pour les fonctionnaires et agents indispensables à la marche des services (standardistes, cyclistes, concierges, assistantes sociales, infirmières) et généralement pour les agents affectés d'un service de garde, d'entretien ou de surveillance.

Aucun piquet de grève ne sera toléré.

En aucun cas les journées de grève ne seront payées.

Signé : DANIEL MAYER.

THARREAU Gabriel.

## CHEZ LES POSTIERS

Dès le début de juillet, on avait pu espérer voir l'action directe de nouveau en honneur dans le syndicalisme postal.

Depuis deux ans, les postiers attendaient leur reclassement, toujours remis en question par les différentes commissions chargées de l'étudier. Et leur mécontentement était grand en voyant sans cesse ajourner un projet que beaucoup considéraient comme une panacée.

Déjà, en novembre dernier, la Fédération postale stalinienne, exploitant ce mécontentement, avait cherché à le transformer dans la grève politique que la position pro-gouvernementale de la Fédération syndicale F. O. avait fait échouer.

Toutefois, le malaise subsistait dans la corporation qui avait accueilli avec scepticisme la promesse gouvernementale de faire aboutir le reclassement pour le mois de juillet.

Les postiers désiraient surtout une revalorisation de leur pouvoir d'achat devant la hausse continue du coût de la vie, et c'est par le reclassement que beaucoup croyaient obtenir cette revalorisation. Et au mois de mai dernier, un projet déposé par la fonction publique fit l'unanimité contre lui. Ce n'est qu'à la fin du mois de juin que les modifications proposées par les diverses organisations syndicales étant repoussées, la grève générale fut envisagée comme seul moyen d'action.

La Fédération postale communiste attendait son heure tout en entretenant savamment le mécontentement, tandis qu'à Force Ouvrière, c'est plutôt à regret que l'on se voyait contraint à un mouvement qui mettrait en péril l'existence du Gouvernement.

C'est pour cette raison que, malgré les grèves des Finances et de quelques autres administrations, la Fédération syndicaliste F.O. voulait poursuivre les discussions. Celles-ci s'étendirent sur deux semaines, et le Gouvernement, accordant satisfaction à certaines catégories, il était devenu impossible d'entraîner toute la corporation dans un mouvement, quand le 15 juillet, il fut enfin répondu favorablement à toutes les demandes de la Fédération syndicaliste.

Ce que demandaient les organisations syndicales des postiers, à savoir : le maintien des parités avec les autres fonctionnaires, était accordé. On obtenait aussi le versement immédiat d'un acompte, et l'augmentation de l'indemnité de résidence. Mais pour les petits traitements, le gain est plutôt marginal.

Il fallait respecter cette sacro-sainte hiérarchie que défendent F.O., tout aussi bien que la C.G.T.

Ainsi, l'acompte qui sera versé dans le courant du mois est de 3.500 francs pour les traitements de début, tandis qu'il est de 15.000 francs pour ceux du sommet.

A. M.

## C.N.T.

Confédération Nationale du Travail

39, rue de la Tour-d'Auvergne, PARIS 9<sup>e</sup>

Permanence tous les jours de 9 à 12 h et de 14 h. 30 à 19 h. 30

sauf le dimanche

Fédération des Travailleurs du Rail, 11, rue de Sévigné, Paris (4<sup>e</sup>). — Nous informons les militants de la F.T.R. que le 3 juin 1948 autorise la F.T.R. à afficher sur les chantiers, dans les gares, dépôts, bureaux, etc., les convocations et les décisions de la C.N.T. Certains chefs prétendent ignorer et s'opposent à l'affichage C.N.T. Nous invitons nos camarades à signaler ces faits au fédéral, chaque fois qu'ils se produiront.

Le secrétaire général : R. BEAULATON. Convocation. — Les membres de la C.A. de la F.T.R. sont convoqués le 1<sup>er</sup> août, à Paris. Présence indispensable.

Prendre note que le siège de la F.T.R. est transféré 11, rue de Sévigné, Paris (4<sup>e</sup>). Adresser toute la correspondance à cette adresse.

6<sup>e</sup> Union régionale

Dans le Gaz et l'Électricité. En vue de constituer le Syndicat C.N.T. des agents E.D.F. et G.D.F. de la 24<sup>e</sup> Filie électrique.

Les camarades syndicalistes révolutionnaires des centres de distribution de Caracassonne, Beziers et Perpignan sont invités à se mettre en contact avec le camarade Francis DEFOUR, boîte postale C.N.T., 18, rue Basse-Bringer, Caracassonne (Aude).

Beziers. — Les sympathisants au mouvement C.N.T. peuvent nous écrire au siège, ancienne Bourse du Travail, rue Bellin, premier étage.

Les adhérents sont informés que les permanences sont assurées :

Bâtiment : mercredi de 18 à 19 heures ;

Autres syndicats : mardi et jeudi, de 18 à 19 heures ; dimanche, de 10 à 12 heures.

Tous nos adhérents sont informés qu'une assemblée générale aura lieu le premier dimanche de chaque mois ; la prochaine le 1<sup>er</sup> août.

19<sup>e</sup> UNION REGIONALE

Marseille. — Pour tout ce qui concerne le Secrétariat de la Région s'adresser à René, 2, boulevard Lafontaine, La Cabutelle, Marseille.

Pour la trésorerie, à BREGLIANO Luc, 59, rue des Chartreux, Marseille (Bouches-du-Rhône).

15<sup>e</sup> Union régionale

Strasbourg. — S.U.B. Permanence tous les dimanches, de 10 à 12 heures. Adhésions, renseignements, bibliothèque, cotisations. Un comité intersyndical fonctionne pour les autres industries à l'Étoile Rouge, 14, rue Kruthau.

19<sup>e</sup> Union régionale

Avignon. — Les camarades d'Avignon et région sont avisés qu'une permanence fonctionne tous les premiers dimanches du mois au bar de l'Hôtel-de-Ville, place Clemenceau, de 10 à 12 heures.

Berre-Rognac. — Les camarades du Bâtiment, isolés dans la région de l'étang de Berre, sont invités à se mettre en contact avec ROCHE Louis, rue Victor-Hugo, Les Fareles-Oliviers.

Les isolés des autres industries doivent s'adresser à Rey Louis, rue Camille-Desmoulins, Rognac.

## Il faut briser la chaîne de haine

DEDIEE A CLAY, DEGAULLE ET CIE

Il souffle un vent de fureur. Il souffle un vent de folie. Bruits de bottes à l'Ouest. Il y a le rideau de fer et il y a le rideau d'or. Il y a le « secret » atomique et il y a le rayon de la mort. On forge l'acier de la prochaine.

Qu'importe ! créatures, la voix du Dieu de la guerre ! Offrez ! manants, vos ventres creux à la mitraille !

« Mars en carême » comme disait ma grand-mère...

Vos gouvernants se moquent de votre ravitaillement comme d'une vulgaire promesse. Mais, rassurez-vous, Les « stocks » sont constitués, Moutons-tondus, vos déguisements de loups sont prêts. Il ne manque pas un bouton de braguette aux pantalons qui contiendront vos fesses serrées. Il y a des avions, des chars d'assaut, des mitrailleuses, des sabres, des chassepots. Il y a même des kilomètres d'un joli ruban doré propre à confectionner des galons.

Il y a aussi des trous, chers petits futurs soldats de mon cœur...

Des trous avec de l'acier autour pour faire des canons.

Des trous avec de la terre autour pour faire des tombeaux.

Elle arrive, la guerre ! Tout doucement, elle vient, sans se presser ; à pied, on dirait. Ils la crachotent : les moustachus, les ricanaux, les bedonnants, les étoilés.

Ils postillonnent des miasmes de

haine. Ils bavent, ils grognent, ils se vautrent dans leur caca guerrier.

Et la haine vous entoure comme un brouillard malsain. Elle s'insinue en vous. Elle vous transperce. Elle vous glace. On claque des dents avant de claquer des talons et de claquer tout court.

Alors, pour ne pas s'entendre crier de peur, on gueule avec les gueulards, on braille avec les hystériques de la glotte. On se saoule de cris, de mots, de chants vengeurs. On déconne à microphones ouverts.

Par crainte de n'aimer pas le plus fort, on se vaccine à la haine.

On hait les Russes ou on hait les Américains, selon que l'on est pour le grand de là-bas ou pour le grand de l'autre côté. Mieux, on hait en bloc : les Allemands, les Italiens, les Yougoslaves, les Grecs, les Juifs ; tout ce qui n'est pas Français avec un grand « F ». On applaudit aux massacres des Indochinois, des Malgaches.

Alors ?

Alors, il faut BRISER LA CHAÎNE DE HAINE. Il faut essayer de comprendre les uns. Il faut pardonner aux autres. Il faut bâtir une internationale basée sur la collaboration entre les peuples. Il faut chasser les gouvernants, les oppresseurs, bourgeois ou autres, par la révolution mondiale.

Il faut « ÊTRE ANARCHISTE ».

LE JABIRU.

## LE PAIN

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

des primes. Il n'y a pas de conscience professionnelle devant le profit capitaliste. On laisse le blé stocké à l'abandon, il s'avarie et, au moment de la mouture, on est quelquefois obligé d'employer le pic et la pelle pour l'extraire des silos afin de le moudre.

Autre facteur : ce blé est quelquefois desséché par l'échauffement à tel point que le meunier est obligé de l'humidifier, ce qui, au taux de blutage de 98 % lui permet de faire de 102 à 104 kilos de farine avec 100 kilos de blé !

Oh ! certes, on ne fait pas de farine avec du blé avarié seulement. Ce ne serait pas possible : les consommateurs n'accepteraient pas le pain qui, en découlerait. Le minotier, au moyen d'un appareil distributeur, mélange le blé avarié dans une faible proportion, avec des céréales saines. C'est ce qui explique que, suivant la conscience professionnelle de l'un ou de l'autre, en certaine région, le pain est mangeable et en d'autre immangeable. Il faut croire qu'ici, en ce moment, on a forcé la dose de saletés.

Autre considération : suivant la minoterie où les céréales sont traitées, son degré de modernisme, et la mentalité de son personnel, il en sort des farines de plus ou moins bonne qualité ; et je m'explique : chacun sait que les céréales sont envahies d'une forte quantité de poussières, elles contiennent, en plus diverses impuretés provenant du stockage dans les greniers des cultivateurs soit : croûtes de souris et de rats, déjections de chats, etc., je n'insiste pas. Pour éliminer ces impuretés et c'est pourquoi le blé est lavé, broyé et conditionné, c'est-à-dire, séché à point pour être broyé au broyage. Croquez-vous qu'actuellement, tous les minotiers font ces opérations ?

Il y a profit des circonstances défavorables actuelles et d'apports de céréales douteuses réparties par les pouvoirs publics, pour se décharger de leurs responsabilités, et je suis bien certain que dans beaucoup de minoteries, l'on trouverait les installations de conditionnement en sommeil, malgré des attributions de charbon faites pour les faire fonctionner. Elles fonctionnent, certes, dans la période d'avant guerre, au moment où la concurrence était forte, il fallait livrer des farines de bonne qualité égalant celles livrées par les grandes minoteries modernes. Et certains minotiers ne se cachent pas de dire qu'achetant les impuretés, ils doivent les revendre ! Auparavant elles passaient dans les issues ; mais maintenant il est très possible qu'elles passent dans la farine, leur faible pourcentage étant difficilement décelable à l'analyse. Et les boulangers, ayant des difficultés de panification, protestent auprès du Préfet pour pouvoir choisir leur fournisseur de farine mais se voient opposer une fin de non recevoir. Donc obligation pour nous d'avaler coûte que coûte ce que l'on ose encore appeler du pain.

Voilà les conséquences du régime capitaliste et de la recherche du profit.

Eh bien ! non, nous, consommateurs et usagers, nous sommes la force, nous pouvons tout ; il suffit de savoir et de vouloir s'organiser pour employer cette force. Le moyen est à notre portée : c'est le Syndicalisme révolutionnaire et, en disant cela, il ne s'agit pas de tout

démolir, il s'agit au contraire de construire.

Comme nous le disions dans un précédent article au sujet du beurre, ce moyen c'est : le « Syndicat de consommateurs et d'usagers » travaillant avec les Syndicats de producteurs existant et formant par leurs délégués le « Conseil économique communal ».

La nomination d'un Comité de gestion des minoteries et organismes de stockage dans le rayon donné, se substituerait aux patrons ou gérants actuels. Nous sommes certains que devant une telle opération défensive et indispensable pour la santé publique, les pouvoirs publics, défenseurs eux-mêmes de la sacro-sainte propriété individuelle, n'auraient pas l'audace de résister car ils auront contre eux la masse du peuple, fatiguée d'être livrée à la fantaisie des rapaces de l'économie.

LE GROUPE LIBERTAIRE  
D'AUXIL-LE-CHATEAU  
Pas-de-Calais.

## A GRENOBLE où passe le café ?

Les C.R.S. de la 147<sup>e</sup> Compagnie en garnison à la Caserne Dode à Grenoble ont touché cette semaine 750 grammes de café pur par homme ! Après une telle distribution à l'échelle nationale, il ne doit plus rester grand-chose pour le commun des mortels.

M. Jules Moch doit sans doute trouver ses files trop « endormies ». A Clermont-Ferrand ils n'ont mâtiné que 400 ouvriers !

Et puis il faut bien aussi maintenir les privilèges de tous ces messieurs ! S'ils étaient soumis au même régime que la population, ils seraient peut-être tentés de se ranger à ses côtés lors de manifestations.

C'est pour mieux mater le peuple sans doute, que Coudé-Forresto refusa 10.000 kr. de beurre offert à la taxe par le Danemark et préféra 2.000 kg. de poulets qui seront certainement répartis par son collègue Jules Moch, « premier fils de France », aux C.R.S. et autres chevaliers de la matrique.

FAVAUT.

## Libérez BUGANY !

Seul, dans toute la presse, le Libertaire a dénoncé les incroyables sévices infligés par la brute militaire à l'objet de conscience Bugany.

Les journaux catholiques, Témoignage Chrétien, La Croix, Figaro et tant d'autres, se taisent honteusement. Leur silence prouve une fois de plus qu'ils sont tous complices des souteneurs de la plus infâme des institutions.

Pourtant, Bugany est chrétien. Il observe les paroles du Christ. Et c'est au nom de son idéal qu'il donne à tous les marchands d'eau bénite, ainsi qu'à tous ceux qui n'osent condamner ouvertement cette société homicide, un exemple de courage et d'énergie.

Parmi l'innombrable courrier que nous avons reçu à son sujet nous publions, prise parmi tant d'autres, la motion du groupe libertaire de Clermont-Ferrand.

Et nous appelons tous les hommes dignes de ce nom à la lutte pour la libération de Bugany !

Le groupe libertaire de Clermont-Ferrand, réuni le jeudi 10 juin en assemblée générale, après avoir pris connaissance de la lettre de l'objet de conscience César Bugany, incarcéré par les autorités militaires à la citadelle de Lille, lettre publiée par le journal Le Libertaire dans son numéro du 28 mai, s'élève avec force contre la condamnation et les mauvais traitements infligés au prisonnier et demande au Comité National de la F.A. d'entreprendre un commun accord avec toutes les autres organisations syndicales, pacifistes et révolutionnaires, une action énergique avec tous les moyens dont elle dispose, en vue de la libération immédiate de cette victime de la répression militaire.

Le groupe adresse au condamné l'expression de sa solidarité totale et l'assurance de son plus entier appui dans le dur combat qu'il a entrepris seul contre la justice et l'arbitraire, donnant ainsi à tous les réfractaires à l'éménagement et à la guerre un magnifique exemple de courage et d'énergie. En plus de ce témoignage de sympathie les camarades du groupe clermontois de la F.A. décident de soutenir le condamné dans toute la mesure du possible.

Le Groupe de Clermont-Ferrand.

## Réunions Publiques et Contradictaires

Fédération Anarchiste

● PARIS 10<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>, aux Deux-Hémisphères, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10<sup>e</sup>) :

Mardi 27 juillet, à 20 h. 30  
La vie de Kropotkine  
par Fernand GRANIER

● GROUPE PARIS-OUEST : Café de Balagny, 79, avenue de Saint-Ouen, Paris (17<sup>e</sup>) :

Vendredi 30 juillet, à 20 h. 30  
La Révolution espagnole  
Les conditions générales  
Le 6 août, même adresse  
Les Réalisations libertaires  
par Jacques BRUNEL

9<sup>e</sup> REGION

● LA ROCHELLE, Salle de l'Oratoire :

Jeudi 22 juillet

Commemoration de la mort de Sébastien Faure  
avec Aristide LAPEYRE

12<sup>e</sup> REGION

Le cycle de nos conférences étant épuisé et devant le vide créé par les vacances, un cycle de nouvelles conférences et causeries publiques reprendra courant septembre. Avis en sera fait à cette même place.